

# Ugi'ring défend son projet, futur

C'est la dernière ligne droite avant la fin de l'enquête publique, le 17 mars, sur le dossier d'implantation d'Ugi'ring à La Léchère. Le président d'Ugi'ring a donné, ce mardi, une conférence de presse pour répondre aux inquiétudes au sujet de cette future usine classée Seveso seuil haut.

Seveso seuil haut. Ce classement, identifiant les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs, peut faire peur. C'est le cas à La Léchère, autour de l'ancien site FerroPem, où doit s'implanter Ugi'ring, filiale d'Ugi'tech, futur usine Seveso seuil haut.

Face à ces inquiétudes, après avoir rencontré les opposants au projet et alors que l'enquête publique devrait se terminer dimanche 17 mars, le président d'Ugi'ring, Frédéric Perret, a donné, ce mardi, une conférence de presse. Avec la volonté de répondre aux questions et de balayer les fausses interprétations. Et de défendre le projet Ugi'ring pour lequel 90 millions d'euros d'investissements sont programmés avec l'objectif de créer 110 emplois d'ici 2029 et de revitaliser ce site industriel. Le début de la production est espéré pour fin 2025.

Son premier argument, c'est « l'expertise Ugi'tech ». Parce que derrière Ugi'ring, il y a cette entreprise implantée à Ugine depuis 115 ans, premier employeur privé du département, appartenant au groupe Swiss

Steel et faisant partie des leaders mondiaux des produits longs en acier inoxydable.

Son deuxième argument, c'est « un projet d'innovation durable pour la production d'aciers inoxydables ». L'ambition est de créer « la première aciérie circulaire » au monde, de substituer dans la fabrication des aciers inoxydables, l'alliage issu de l'extraction minière, par le recyclage de déchets industriels. Et de contribuer à la souveraineté des approvisionnements français.

Troisième argument, « il ne s'agit pas d'un projet expérimental, comme j'ai pu l'entendre. Tous les outils, tous les processus existent déjà dans la sidérurgie ou dans le traitement des produits et déchets. On les adapte à la valorisation des coproduits ».

Frédéric Perret a ensuite expliqué les raisons du classement Seveso seuil haut qui « interpelle à juste titre les riverains ». Il est lié à la quantité théorique maximale de matières premières qui seront stockées sur le site. Exemple à l'appui : « Pour des matières à base d'oxyde de nickel, au-delà d'une tonne de stockage, le site est classé Seveso seuil haut. Ce n'est pas la même situation qu'à Ugi'tech ou MSSA, à Pomblière Saint-Marcel, où ce classement est lié à la présence de produits chimiques. À Ugi'ring, en cas de dispersion de manière longue de ces coproduits, il y a un risque de pollution du milieu aquatique. » Transport bûché,

stockage en silo, système de dépoussiérage : Frédéric Perret a détaillé les précautions qui seront prises et précisé qu'il n'y aura pas autour d'Ugi'ring « de zone de confinement, pas de restriction en termes d'urbanisme lié au classement Seveso. Contrairement à MSSA ».

## « La consommation humaine et animale de végétaux ne présentera pas de risque »

Poursuite de l'argumentaire avec l'avis favorable délivré par l'Agence régionale de santé qui s'appuie sur les conclusions de l'étude de risque sanitaire. « Une étude réalisée par une entreprise indépendante, avec sa disposition la liste des matières et des émissions qui pourront être générées par le processus de fabrication. » Selon Frédéric Perret, cette étude a imaginé « le scénario du pire » et pris comme cadre un périmètre de 6 km autour du site industriel, comprenant école, crèche, station thermique... « Les conclusions disent que la consommation humaine et animale de végétaux provenant des abords du site ne présentera pas de risque pour la santé. Les riverains pourront consommer les légumes de leur jardin, et les agriculteurs pourront continuer à produire du beaufort. »

Au sujet des rejets dans l'air, le président d'Ugi'ring a annoncé « des traitements éprouvés et avancés » pour répondre aux normes réglementaires. En bo-

nus, il propose de demander, comme à Ugi'tech, une surveillance continue par le réseau Atmo Aura, avec l'implantation de capteurs aux alentours du site et des relevés réguliers.

Frédéric Perret a conclu qu'il existera un risque d'explosion, « avec une probabilité d'une fois tous les 100 000 ans », lié à la présence d'eau et de métal liquide, et également au gaz (risque qui sera minoré par la descente via une conduite dès 2026). Mais « la conséquence d'une explosion devrait avoir des effets mineurs de surpression sur les parcelles environnantes au site ». « Quelques maisons sont concernées. Les constructions existantes n'ont pas à faire de travaux. Les nouvelles devront être équipées de fenêtres adaptées qui sont déjà le standard du marché. »

Est-ce que ces explications et ces assurances rassureront les opposants ? Pour Frédéric Perret, il faudra un « niveau d'acceptabilité suffisant de l'écosystème pour que le projet se fasse. On veut implanter l'usine dans un climat le plus propice possible ». Et d'insister : « Mais ne pas faire ce projet peut avoir à moyen et long terme des impacts sur Ugi'tech en tant que tel... » Car avec le projet Ugi'ring, l'entreprise entend se démarquer de ses concurrents au niveau mondial en produisant un acier inoxydable avec la plus faible empreinte écologique. L'avenir d'Ugi'tech passe aussi par Ugi'ring.

● Laurence Vuillen